

Motion E3C des représentant de la liste SNES-FSU & sympathisants
Lycée Ampère
CA n°3 du 13 février 2020

La dernière fois que le CA s'est réuni, nous étions à la veille d'un immense mouvement social qui perdure encore aujourd'hui contre la réforme des retraites auquel l'opinion publique apporte majoritairement son soutien et auquel les personnels de l'éducation nationale participent avec force et détermination. Des actions sont menées régulièrement et la semaine prochaine aura lieu une nouvelle journée d'action nationale, dans le public et le privé.

Le 6 décembre dernier, dans le cadre de la mobilisation contre le projet de réforme des retraites, un blocage organisé par des lycéens et des étudiants sur le site de Saxe, s'est soldé par une intervention des forces de l'ordre avec jets de gaz lacrymogène, des élèves du lycée molestés et un tir de LBD qui blesse un autre élève. Les autorités ont reconnu que le tir avait constitué une erreur et une enquête menée par l'IGPN aurait été ouverte sur cette bavure. A l'heure actuelle, il n'a pas été possible d'obtenir des informations sur cette enquête.

Dans l'Éducation Nationale, le climat général a rarement été aussi délétère. La première session des E3C se déroule dans le pays dans la plus grande confusion. Depuis des mois et des mois, le SNES-FSU avait alerté, y compris dans cette instance, sur l'état d'impréparation mais aussi sur les problèmes de fond posés par ces nouvelles épreuves de bac. Une très large intersyndicale, dépassant les clivages sur l'appréciation de la réforme, a demandé au Ministre de renoncer à cette session.

Après un mois d'épreuves, le bilan est clair, le bac Blanquer est recalé, tant cette session est marquée par les dysfonctionnements mais aussi par de graves tensions en raison de l'obstination politique à vouloir tenir absolument ces E3C.

Du fait du renvoi au local de l'organisation des épreuves, les conditions de passation de celles-ci ont été très différentes selon les lycées : dans certains établissements, les élèves n'étaient pas en configuration examen (un par table, deux surveillants par salle), contrairement à d'autres lycées, entraînant de fait une inégalité de traitement.

Comme cela était prévisible, dès les premières heures, les sujets sur lesquels avaient composé les premiers élèves ont été diffusés sur les réseaux sociaux, reconstituant une forme de banque nationale de sujets publique. Sur certains sites internet, des corrigés ont été proposés ! Les élèves qui ont passé les épreuves après ces premières sessions ont donc été avantagés, entraînant de fait une grave rupture d'égalité. Malgré cela, le Ministère a fait pression pour que les épreuves d'E3C soient réalisées quoi qu'il en coûte.

C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les E3C au lycée Ampère. Les événements de mercredi 29 janvier, lors de la première épreuve des E3C au lycée Ampère, ont montré à nouveau une gestion autoritaire des blocages lycéens. Pourquoi l'autorité académique n'a-t-elle pas dès le début demandé à la direction du lycée de reporter cette épreuve alors que tout indiquait que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle se déroule de façon sereine ? Il y avait déjà eu des problèmes dans de certains lycées de l'agglomération en raison des E3C et le lycée Ampère, suite aux événements du 6 décembre évoqués plus haut était devenu un point de fixation pour les lycéens mobilisés. Pourquoi a-t-on pris le risque de permettre un intrusion dans le lycée ? Comment se fait-il que la la BAC (la brigade anti-criminalité !) soit envoyée pour affronter de jeunes lycéens venus contester la réforme du BAC ? D'autant plus que ces

dernières semaines une partie des forces de l'ordre a perdu le sens de la mesure, comme cela a été signalé au plus haut niveau de l'État.

Il ne s'agit pas de cautionner les débordements qui ont suivi les intrusions mais bien de pointer, une fois de plus, l'incapacité des autorités à réagir autrement que par la répression aux mouvements de contestation. Cette incapacité est d'autant plus désolante quand il s'agit des autorités de l'Éducation Nationale. Le mot "éducation" est-il devenu vide de sens ?

Au bout du compte, certes, les épreuves se sont, tant bien que mal, tenues au lycée. Mais à quel prix ? En dehors des incidents extérieurs du 29 janvier, de nombreux dysfonctionnements sont venus émailler le déroulé des épreuves :

- dans une salle, il a fallu rajouter une table car il y avait trop d'élèves ;
- dans une autre salle, des élèves ont dû composer à 2 sur le bureau du professeur car il n'y avait pas assez de place dans la salle ;
- un vidéoprojecteur ne fonctionnait pas dans une salle ;
- la CO dans une langue était en vitesse accélérée, l'épreuve a dû avoir lieu en 2 temps, en attendant que la collègue revienne de l'autre site du lycée avec le sujet en vitesse normale ;
- l'intitulé d'un sujet dans une des langues apparaissait coupé, il a fallu déranger la collègue qui était en arrêt maladie pour régler le problème ;
- un sujet de la Banque Nationale de Sujet dans l'une des langues n'était pas monté ;
- il y a eu des problèmes d'anonymisation de copies en mathématiques ;
- il y a eu un problème sur la diffusion d'un sujet qui n'appartenait pas à la BNS qui a nécessité la re-convocation des candidats concernés.

Disons-le clairement, il n'est pas question ici de chercher ou de pointer des responsables mais de montrer qu'il n'est pas possible d'organiser dans des conditions dignes du baccalauréat des épreuves de type E3C qui ont des objectifs irréconciliables : servir d'évaluation formative d'une part et d'autre part, d'évaluation sommative et certificative. Il y a donc urgence à sortir de l'impasse et à en finir avec ces E3C. Il faut absolument revenir à des épreuves de baccalauréat nationales, terminales et anonymes. C'est une solution de sagesse et de responsabilité, nécessaire car dans l'intérêt de tous, gage d'une forme d'égalité devant l'examen.